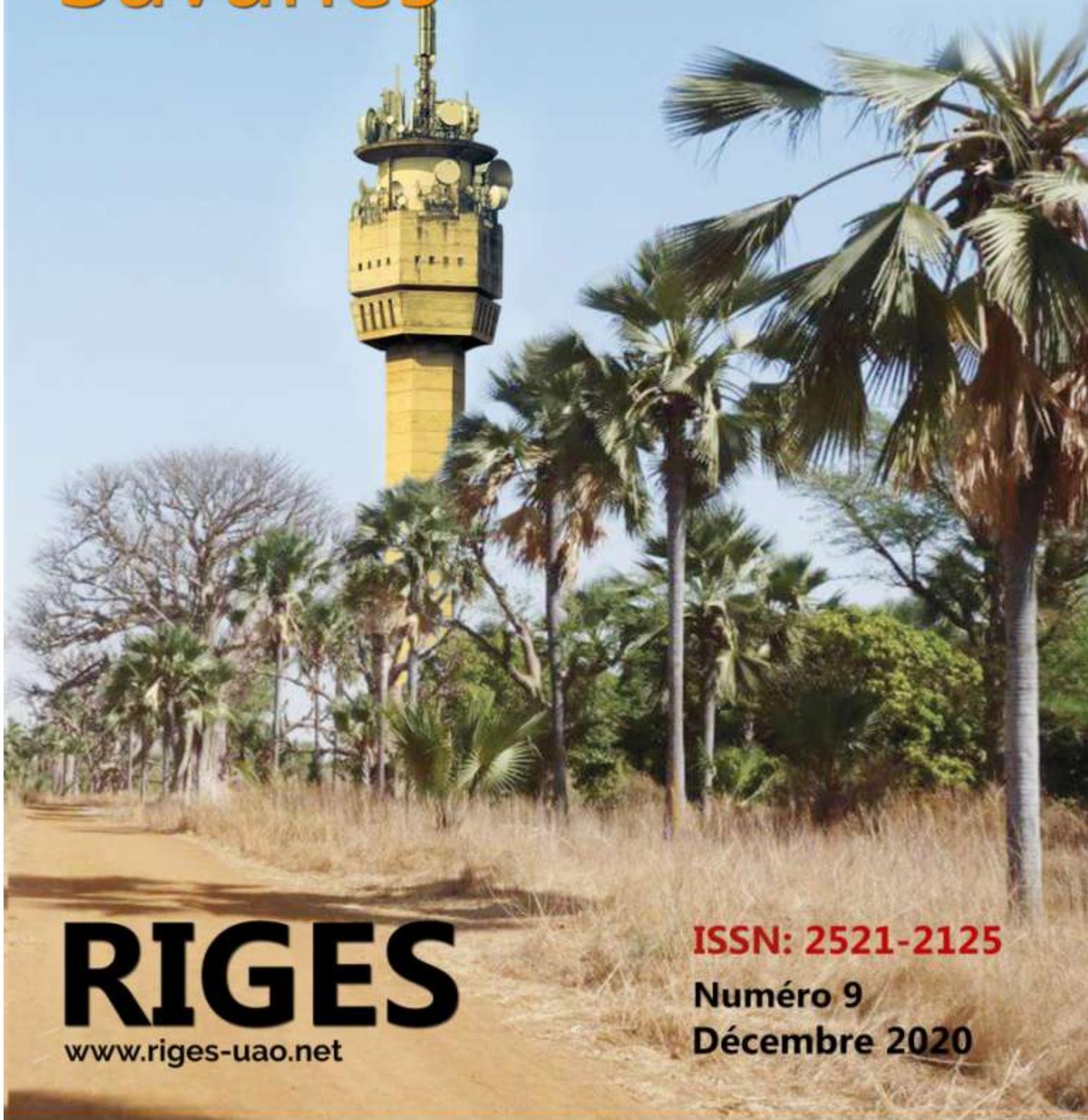


Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

www.riges-uao.net

ISSN: 2521-2125

Numéro 9

Décembre 2020



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro†, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **HETCHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, UAC, (Bénin)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. Les rapports entre les sociétés et le milieu naturel, la production agricole, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et urbaines, l'accès à l'eau potable, le développement territorial, les migrations et les questions sanitaires ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

Secrétariat de rédaction

KOUASSI Konan

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

<p>Kuasi Apéléte ESIAKU, Komi Selom KLASSOU, Somiyabalo PILABINA</p> <p><i>Les tendances pluviométriques récentes et leurs impacts hydrologiques dans le bassin versant du lac Togo</i></p>	7
<p>YAMEOGO Augustin, PALE Sié, OUEDRAOGO Blaise, SOME Yélézouomin Stéphane Corentin, DA Dapola Evariste Constant</p> <p><i>Agrobusiness et dynamique du couvert végétal dans la commune de Sapouy (Centre-Ouest, Burkina Faso)</i></p>	23
<p>MALAM SOULEY Bassirou</p> <p><i>La Lybie, destination migratoire préférée des populations Kanouris au Niger Centre-Est</i></p>	38
<p>LEMOUOGUE Joséphine, GUELNODJI Arsène</p> <p><i>Accès à l'eau potable et potentielles implications sanitaires dans les camps de réfugiés de Goré au sud du Tchad</i></p>	56
<p>IBRAHIM Arola-Gbadé Ayidé Idriss, Jaurès TANMAKPI, Placide CLEDJO</p> <p><i>Analyse des facteurs de résilience des populations riveraines de la Commune des Aguégoués aux maladies hydriques</i></p>	79
<p>GOHOUROU Florent</p> <p><i>Populations locales et stratégies de développement de l'économie agricole à Bonon (centre-ouest ivoirien)</i></p>	98
<p>Frédéric Armel MEMEL, Téré GOGBE</p> <p><i>Production de lotissements privés dans la commune de Songon en Côte d'Ivoire</i></p>	114
<p>KONLANI Nayondjoa</p> <p><i>Disparition des terroirs ruraux et insertion urbaine des populations de la commune d'Agoenyive 1 dans les périphéries nord de Lomé</i></p>	136

<p>David Renaud N'TAKPÉ, André Della ALLA,</p> <p><i>Vulnérabilité des populations aux maladies à transmission hydriques dans la ville d'Aboisso (sud-est de la Côte d'Ivoire)</i></p>	152
<p>KOUAME Dhédé Paul Eric</p> <p><i>Crise de la main-d'œuvre agricoles et stratégies d'adaptation des cacaoculteurs de la sous-préfecture de Buyo</i></p>	173
<p>MENDOUGA Yannick, NGUIJOI Gabriel Cyrille, AMAGNOUBA TCHIO Caroline, ELONG NGANDO EPOSSY Marthe aimée</p> <p><i>Construction du Corridor Douala-Bangui et mutations socio-économiques et territoriales dans la zone d'Awaé</i></p>	193
<p>BAGRE Philippe, DAMA BALIMA Mariam Myriam, KAMBIRE Sami Hyacinthe</p> <p><i>Pressions anthropiques sur les ressources en eau de l'espace de gestion du Comité Local de l'Eau Noula au Burkina Faso</i></p>	212
<p>N'ZUE N'Guessan Stéphane, KALOU Bi Kalou Didier, ZAH Bi Tozan</p> <p><i>Enjeux de l'essor des mototaxis dans la ville de Korhogo dans un contexte post-crise militaro-politique en Côte d'Ivoire</i></p>	232
<p>KOUAME Kouadio Arnaud, GOHOUROU Florent, ADOU Diané Lucien</p> <p><i>Enjeux fonciers et environnementaux liés à l'exploitation des parcelles villageoises pour l'extraction de matériaux graveleux : Cas de l'aménagement de la Route Bouna-Doropo-Frontière Burkina-Faso</i></p>	249
<p>GUEI Faustin, ASSUE Yao Jean-Aimé</p> <p><i>Echecs scolaires dans les classes d'examen des établissements secondaires d'enseignement public de la ville de Bouaké dans un contexte de reconstruction post-crise : diagnostic et perspective.</i></p>	264
<p>Dickens Noumh Kouakou ATCHEREMI, Jean Kan Kouamé, Bachir Mahaman SALEY, Roger Jean Patrice JOURDA, René BALLIET</p> <p><i>Analyse de la perception paysanne et de l'adaptation au changement climatique et à la pression anthropique dans le bassin versant de rivière Davo (sud-ouest de la Côte d'Ivoire)</i></p>	288

<p>Sélori Komi KLASSOU, Nelson S. Akintola AKIBODE, Kouami KOKOU, Koudzo SOKEMAWU</p> <p><i>Fleuve mono et vulnérabilité des communautés riveraines en aval du barrage hydroélectrique de Nangbéto</i></p>	<p>306</p>
<p>MAFOU Kouassi Combo</p> <p><i>Intégration des populations agricoles du milieu rural dans la sous-préfecture d'Oumé (centre-ouest ivoirien)</i></p>	<p>337</p>

DISPARITION DES TERROIRS RURAUX ET INSERTION URBAINE DES POPULATIONS AUTOCHTONES DE LA COMMUNE D'AGOENYIVE 1 DANS LES PERIPHERIES NORD DE LOME

KONLANI Nayondjoa, Maître-Assistant

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés

(LARDYMES), Département de Géographie

Faculté des Sciences de l'Homme et des Sociétés, Université de Lomé

E-mail : christophekonlani@gmail.com

Résumé

Le déploiement des fonctions résidentielles, industrielles et commerciales dans les zones périurbaines est source de disparition des espaces de production agricole et concentre nombre des enjeux du développement au Sud. Dans les périphéries nord de Lomé, l'extension urbaine absorbe les terroirs ruraux et étend sans cesse les limites de la ville. Les anciens espaces agricoles des communautés villageoises ainsi que leurs habitations ont fait l'objet des opérations de lotissement et revendus à des allochtones, tous d'anciens habitants des quartiers centraux et péri centraux de la ville. L'épuisement des terres agricoles et la mutation du cadre de vie et de travail des populations autochtones en un espace urbain ont favorisé la régression des surfaces agricoles, la marginalisation des autochtones de leur cadre de vie, les problèmes de logements chez les descendants des populations autochtones. Dans une démarche méthodologique basée sur l'observation, la collecte des données et l'analyse diachronique des mutations spatiales, l'étude vise à identifier les principales victimes de la mutation spatiale d'Agoènyivé ainsi que leurs capacités de résilience face à l'extension urbaine. Plus spécifiquement, l'article décrit la perte des espaces agricoles par les populations autochtones de la commune 1 d'Agoènyivé et analyse leurs stratégies résidentielles et leurs capacités d'insertion urbaine. Cette étude a permis d'aboutir à la conclusion selon laquelle l'extension urbaine de Lomé sur les terroirs ruraux périphériques entraîne des conséquences sociales, économiques et environnementales. Les communautés autochtones des anciens villages absorbés sont les plus touchées par les difficultés d'alimentation, de logement et de dégradation de leur cadre de vie inhérentes à l'extension urbaine.

Mots-clés : Autochtone, néo urbains, espaces agricoles, insertion urbaine, terroirs ruraux

Abstract

The deployment of residential, industrial and commercial functions in peri-urban areas is the source of the disappearance of agricultural production spaces and concentrates many of the development issues in the South.

In the northern outskirts of Lomé, the urban sprawl absorbs the rural areas and continually extends the city limits. The former agricultural areas of the village communities as well as their homes were the subject of subdivision operations and sold to non-natives, all former inhabitants of the central and peri-central districts of the city. The depletion of agricultural land and the transformation of the living and working environment of the indigenous populations into an urban space have favored the regression of agricultural areas, the marginalization of the indigenous people from their crisis living environment, the housing problems among the descendants of the indigenous people. In a methodological approach based on observation, data collection and diachronic analysis of spatial mutations, the study aims to identify the main victims of the spatial mutation of Agoènyivé as well as their resilience capacities in the face of the urban. More specifically, the article describes the loss of agricultural land by the indigenous populations of the municipality 1 of Agoènyivé and analyzes their residential strategies and their capacity for urban integration. This study led to the conclusion that the urban expansion of Lomé on peripheral rural areas has social, economic and environmental consequences. The indigenous communities of the former absorbed villages are the most affected by the difficulties of food, housing and the degradation of their living environment inherent in urban expansion.

Keywords: Indigenous, neo-urban, agricultural areas, urban integration, rural areas

Introduction

Partout en Afrique, l'extension rapide de l'urbanisation crée des espaces hybrides, mêlant des caractères urbains et ruraux. Le milieu rural périphérique en crise enregistre des taux de croissance urbaine qui explosent (M. Jacot, 1999 p.18, M. E. Cosio-zavala et V. López Gareri, 2004, p.63, N. Konlani, 2010, p.15). Il se pose dès lors l'inévitable problème de l'alimentation et de l'habitat des urbains et des néo-urbains. La crise du logement dans les centres villes renvoie les nouveaux demandeurs vers les zones rurales périphériques (N. Konlani, 2005, p.23. S. Dauvergne, 2011, p.26). A la périphérie des métropoles surgissent une mosaïque d'espaces agricoles, industriels, résidentiels souvent confuse, où l'usage du sol est multiple et peu lisible (N. Konlani, 2016, p.5). La compréhension et la gestion de ces espaces en mutation rapide, accueillant une population de plus en plus nombreuse, sont cruciales. Les recherches ont été souvent focalisées soit sur les nuisances sonores ou olfactives, soit sur les pertes des terres agricoles au profit du bâti ou encore sur les difficultés d'alimentation ou de logement dans ces milieux. Rarement, l'on s'est préoccupé des capacités de résilience des groupes sociaux vulnérables que sont les populations autochtones dont les espaces de vie sont absorbés par l'extension urbaine.

A Lomé, l'extension urbaine absorbe en moyenne 200 hectares de terres agricoles par an (N. Konlani, 2010, p.45) et repousse sans cesse les limites de la ville sur les terroirs ruraux périphériques. Les habitants de ces milieux ruraux périphériques, exclusivement des autochtones s'occupant à plus de 90% dans les activités rurales (G. Lambony *et al*, 2007, p.45), deviennent d'année en année des citoyens malgré eux. La commune d'Agoènyivé¹, aujourd'hui entièrement urbanisée, a connu ce processus de phagocytage de ses terroirs qui s'est achevé vers la fin des années 2000 (G. Lambony *et al*, 2007, p.48). Cet espace, jadis rural et distant d'une vingtaine de kilomètres du centre-ville, se confond de nos jours à l'espace urbain du grand Lomé. Les anciens villages de ce milieu ainsi que leurs champs et leurs populations sont devenus des entités urbaines. La disparition des espaces agricoles au profit d'un espace urbanisé, aménagé et occupé par des rurbains nous incite à questionner le sort des anciens occupants de ce milieu et de leurs descendants. De quelles capacités de résilience disposent-ils face aux difficultés d'approvisionnement des aliments et de la fourniture des services de base? Quelles stratégies résidentielles adoptent-ils dans un milieu où se loger est un parcours du combattant? Par quels mécanismes d'aide et de solidarité sociale contribue-t-on à soutenir les plus vulnérables des membres des communautés autochtones?

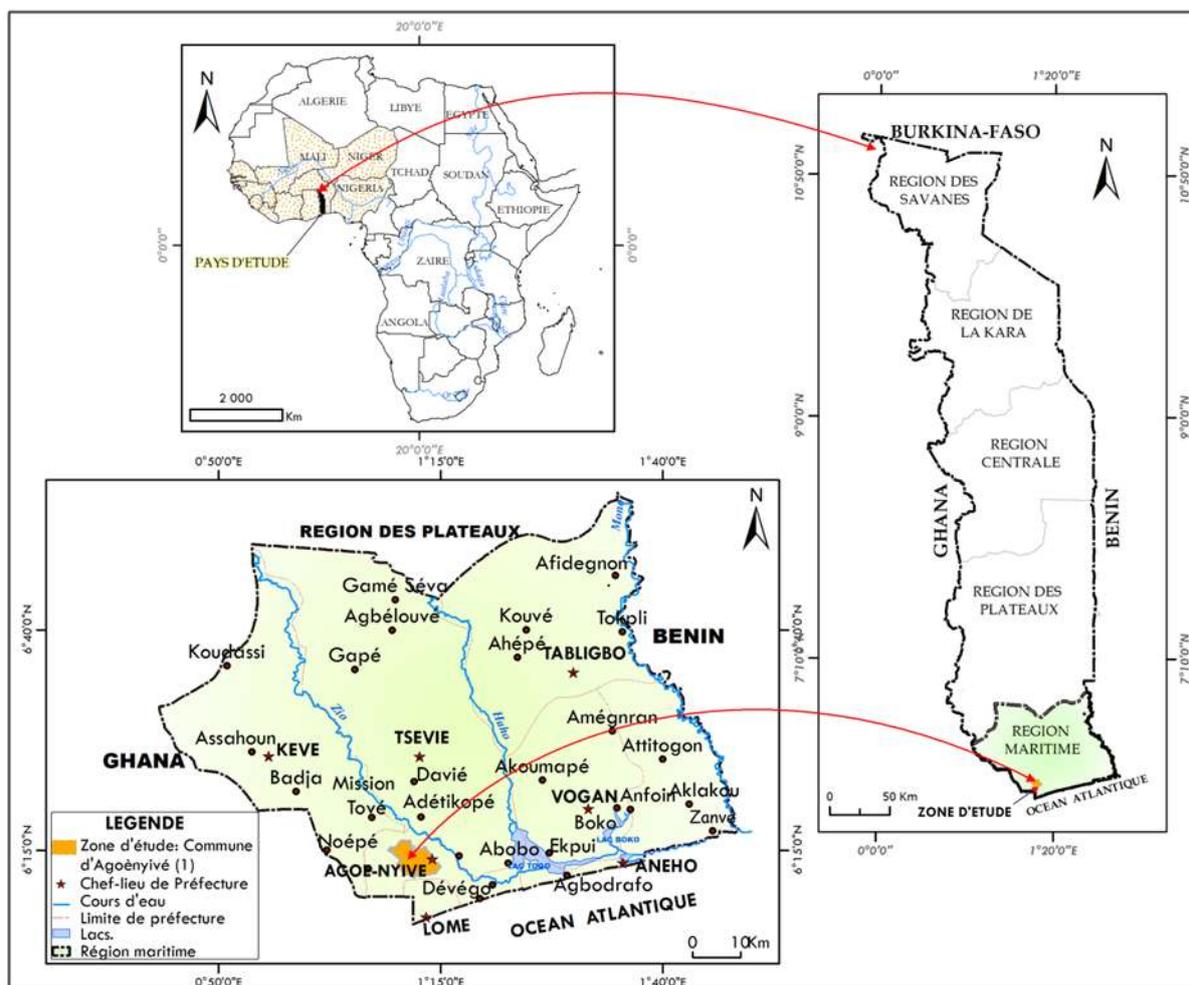
La présente étude analyse le processus de rurbanisation de la commune d'Agoènyivé 1 et ses effets induits sur les communautés rurales autochtones intégrées à l'espace urbain. Plus spécifiquement, l'étude décrit la perte des terres agricoles et la vulnérabilité sociale engendrée chez les populations autochtones de la commune. Elle analyse les stratégies d'adaptation des descendants des populations autochtones face aux contraintes urbaines.

Les méthodes d'investigation géographique et les outils de collecte des données ont été mobilisés pour cerner le problème et répondre aux interrogations suscitées.

1. Données et méthodes

L'étude de la disparition des terroirs ruraux et la stratégie d'insertion urbaine des populations autochtones dans les périphéries nord de Lomé est une étude hypothético-déductive reposant sur l'analyse spatiale de la commune d'Agoènyivé 1 (Carte n°1). L'évolution de l'espace d'étude et sa population dans le temps a nécessité l'utilisation d'une approche méthodologique comprenant l'observation et l'analyse diachronique, l'analyse documentaire et la collecte des données primaires à partir d'un questionnaire d'enquête et des entretiens.

Carte n°1 : Situation de la commune Agoènyivé 1



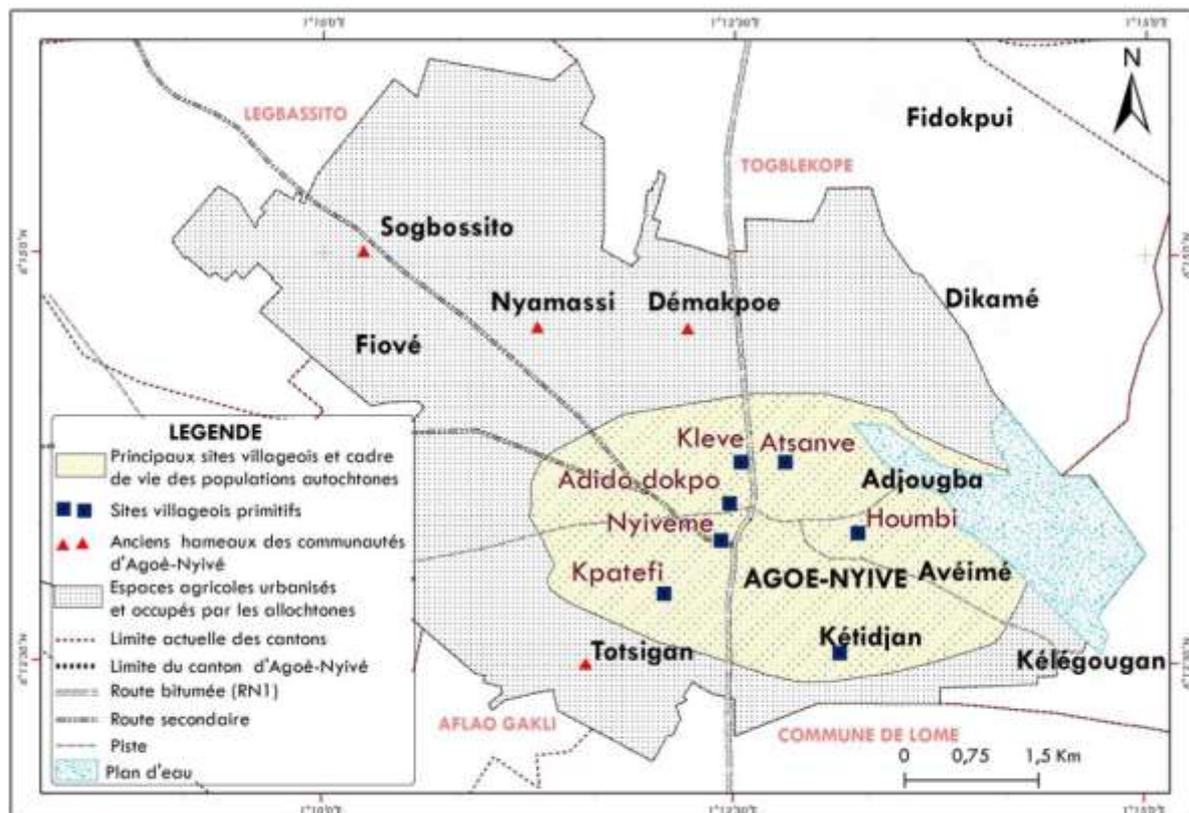
Source : KONLANI N., 2020

L'aire d'étude regroupe les quartiers primitifs du chef-lieu de la préfecture d'Agoènyivé. Le caractère autochtone et la situation de vulnérabilité constituent les principales variables utilisées pour expliquer la résilience des populations autochtones face à la disparition des terres agricoles dans l'espace d'étude. Ces deux variables ont été aussi questionnées pour analyser comment les habitants appréhendent les opportunités générées par l'extension urbaine. Elles servent de paramètres d'analyses des contraintes d'insertion urbaine durable des populations vulnérables de la commune.

L'observation a contribué pour une large part à analyser les mutations qui s'opèrent dans l'espace étudié. La commune d'Agoènyivé 1 est une portion du terrain de nos différentes recherches en 2005, 2006 et 2010. L'enquête longitudinale a permis d'observer durant des années les différentes évolutions et mutations spatiales, sociales et environnementales. Ces différentes observations ont aidé à faire une identification des sites des anciens villages de la zone étudiée et à réaliser les cartes thématiques. Elles révèlent que la zone d'étude correspondant à la commune 1

d'Agoènyivé comprenait sept villages dont Nyivémé, Houmbi, Adjido-dokpo, Klinvé, Atchanvé, Apélébimé et Kpatéfi (Carte n°2).

Carte n°2 : La commune d'Agoènyivé 1 et les sites villageois intégrés à l'espace urbain



Source : KONLANI N., 2020

La carte n°2 montre que les sites villageois concernés par cette étude se concentrent autour de la route bitumée nationale n°1. Toutes ces localités sont devenues des sous-quartiers de l'espace communal. Totalement intégrés à l'urbain, les sites villageois sont reconnaissables de nos jours grâce aux constructions en banco souvent clôturées de haie d'arbustes, aux cimetières familiaux et aux fétiches souvent fortifiés dans des murs d'enceinte en argile.

L'analyse documentaire s'est appuyée sur les travaux de recherche en géographie menés dans les franges périurbaines des villes d'Afrique subsaharienne et surtout à Lomé. En effet, la croissance urbaine rapide de Lomé a fait l'objet de nombreuses recherches et publications. Les résultats de ces études ont abondamment traité de la disparition des espaces ruraux, du sous-équipement des zones périphériques et des difficultés d'approvisionnement des centres urbains. Les mesures de la prédation du foncier agricole sont disponibles et montrent une consommation annuelle de l'ordre de 200 hectares de terres agricoles. La vulnérabilité des ruraux aide à comprendre et à expliquer le vécu des populations de l'environnement étudié.

Les résultats des études traitant du manque de logements et des difficultés d'insertion urbaine conduisant à l'exclusion urbaine en milieu urbain ont inspiré cette analyse.

Les mutations spatio-temporelles et leurs effets induits sur la production de l'espace habité et sur les capacités de résilience des différents acteurs urbains sont loin d'être uniformes et ne peuvent être consultées dans une seule étude géographique urbaine. Une compréhension exacte de la situation dans la commune d'Agoènyivé 1 a nécessité une collecte des données primaires au moyen d'un questionnaire d'enquête complété par des entretiens réalisés grâce à un guide d'entretien adressé à des personnes ressources vivant ou non dans l'espace d'étude.

Le questionnaire d'étude a été administré à une population cible composée à plus de 90% des anciens ruraux reconvertis ou non et aux descendants des populations autochtones de la commune. L'importance de la question d'insertion urbaine ne pouvant faire abstraction de la question foncière, l'intérêt a été porté sur les sujets majeurs des deux sexes. L'échantillon a été constitué suivant un choix raisonné. Les enquêtés ont été choisis de manière aléatoire dans les sept anciens villages. Les sujets ayant le profil de l'enquêté défini et disponibles ont été les plus privilégiés. Le tableau n°1 indique les effectifs par village et par sexe des enquêtés.

Tableau n°1 : Echantillon d'étude

Localités	Enquêtés		
	Hommes	Femmes	Total
Adjido-dokpo	6	2	8
Kpatévi	9	4	13
Apélébimé	8	1	9
Atchanvé	13	1	14
Houmbi	6	5	11
Klinvé	8	0	8
Nyivémé	9	3	12
Total	59	16	75

Source : KONLANI N., 2020 : d'après les travaux de terrain

Le questionnaire d'enquête a été appuyé par une quinzaine d'entretiens réalisés avec les notables conseillers du chef de canton d'Agoènyivé, le curé et président du conseil paroissial de l'église catholique Marie Théotokos d'Agoènyivé, les responsables des œuvres sociales de l'église des Assemblées de Dieu d'Agoènyivé Houmbi et de l'église protestante de Nyivémé. Les données collectées ont été dépouillées au moyen d'outils informatiques.

Les cartes et les levées topographiques ont été réalisées grâce aux logiciels de cartographie et aux données obtenues au moyen d'un GPS. Elles ont permis de faire des géo-référencements et de localiser avec exactitude les phénomènes étudiés.

2. Résultats

L'étude révèle la régression des surfaces agricoles et l'exclusion des autochtones du contrôle du foncier. Le manque de logements ou leur vétusté, la promiscuité et la vulnérabilité sociale sont plus prononcés chez les populations autochtones vivant dans les anciens noyaux villageois que chez les néo-urbains. Une chaîne de solidarité communautaire organisée autour des familles et des églises vient en aide aux plus vulnérables des membres des communautés autochtones. Enfin, l'étude révèle que les communautés villageoises victimes de l'extension spatiale de la ville ne bénéficient d'aucun accompagnement de la part des pouvoirs publics.

2.1. Régression des surfaces agricoles et marginalisation des autochtones de leur cadre de vie

L'extension spatiale remarquable de la ville de Lomé a eu pour conséquence l'occupation du terroir d'Agoènyivé. Le phagocytage de ce bassin agricole d'environ 7 500 hectares de terre a exclu plus de 20 000 individus de la gestion de leur espace de vie (INSEED 2016). Le changement d'affectation des terres n'a laissé aucune possibilité aux membres des communautés villageoises de continuer la pratique des activités rurales. Seuls 20% des enquêtés ont, grâce aux revenus tirés de la vente de leurs terres, réussi un investissement durable qui les met à l'abri de la précarité sociale. Les populations autochtones (80%) qui n'ont pas réussi leur reconversion sociale sont devenus des urbains malgré eux. Les logiques urbaines, principale cause de la perte des espaces agricoles, ont renforcé l'exclusion des démunis et intensifié leur marginalisation sociale. L'arrivée massive des néo-urbains dans le milieu a été la principale cause de la perte des espaces agricoles. L'installation des rurbains, bien perçue au départ, entretient la vulnérabilité sociale et économique des descendants des communautés autochtones.

Les rurbains, en majorité d'anciens habitants des quartiers centraux à la recherche des terrains à bâtir, ont littéralement occupé tout l'espace de vie des populations autochtones d'Agoènyivé. L'étude révèle que les gains tirés de la vente des terres de cultures dans la commune ont servi pour 15% à acquérir de nouvelles terres agricoles dans les localités plus éloignées. Par contre, 85% des anciennes collectivités familiales propriétaires des terres ont dilapidé les revenus de la marchandisation des terres dans des dépenses improductives.

La perte définitive des droits sur les terres crée le manque de moyens de subsistance et une double exclusion des descendants des populations autochtones. La première exclusion est physique, notamment celle de leur cadre de vie et de travail. La seconde

est sociale et se rapporte à l'incapacité des descendants des populations autochtones à se trouver un emploi rémunéré ni dans le secteur formel ni dans le secteur informel. Du coup, cette population devenant de plus en plus minoritaire par rapport aux néo urbains devra faire face à la dure réalité de l'insertion urbaine durable. Vivre et profiter des avantages offerts par la ville passe par les capacités à régler les problèmes de logement, d'alimentation et du transport.

2.2. *Mutations spatiale et crise alimentaire doublée des problèmes de logements plus marqués chez les descendants des autochtones*

L'étude a permis de relever que la disparition du terroir rural d'Agoènyivé engendre de graves difficultés à s'approvisionner en denrées alimentaires pour les populations autochtones. Elles sont aussi confrontées à une crise aigüe de logement qui se traduit par un entassement humain sur les anciens sites villageois. Cette situation entretient la promiscuité et de sérieux problèmes d'assainissement dans l'espace communal.

2.2.1. *Se nourrir, un défi souvent difficile à surmonter par les familles autochtones de la commune d'Agoènyivé1*

L'accès à la nourriture est le premier problème auquel toute société ou toute personne doit apporter une réponse pour se perpétuer physiquement. La disparition des terres de cultures par suite de l'extension des limites de la ville de Lomé sur le terroir d'Agoènyivé a éloigné les lieux de production alimentaire. La conversion des terres agricoles en terrains d'habitation et en réserves administratives a éloigné les centres d'approvisionnement en vivriers agricoles. On y a assisté à un recul de l'agriculture dans les zones rurales contiguës aux zones urbaines et périurbaines et à l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Dans le contexte de disparition des espaces agricoles et d'installation de nouvelles populations, les habitants de la commune d'Agoènyivé 1 ne vivent pas les mêmes réalités face aux difficultés liées à l'accès à la nourriture (Tableau n°2).

Tableau n°2 : Difficultés alimentaires vécues par les populations dans l'espace étudié

Gravité du problème alimentaire	Effectifs	Pourcentage (%)
Pas de problème (au moins trois repas par jour)	14	18,66
Problème sévère (un à deux repas par jour)	44	58,66
Problème chronique (moins d'un repas par jour)	17	22,66

Source : KONLANI N., 2020 : d'après les travaux de terrain

L'analyse du tableau n°2 montre que plus de 80% des habitants de la commune d'Agoènyivé 1 vivent des difficultés alimentaires. On réalise que 22,66% de la population sont incapables de s'assurer un repas par jour, et 58,66% mangent au plus deux fois par jour. L'analyse désagrégée des composantes sociales montre des disparités liées à l'allochtonie, à l'autochtonie et au sexe comme présenté dans le tableau n°3.

Tableau n°3 : Situation alimentaire des enquêtés suivant leur origine

N°	Pas de problème d'alimentation (au moins trois repas par jour)		Problème d'alimentation sévère (un à deux repas par jour)		Problème d'alimentation chronique (moins de un repas par jour)	
	Autochtones	Allochtones	Autochtones	Allochtones	Autochtones	Allochtones
Eff.	3	11	39	5	17	0
%	21	79	89	11	100	0

Source : KONLANI N., 2020, d'après les travaux de terrain

Les données du tableau n° 3 montrent que les ménages descendants des populations autochtones connaissent le plus des difficultés liées à l'accès à la nourriture. Ils représentent 89% de ceux qui vivent des problèmes d'alimentation sévère et 100% de ceux qui connaissent les problèmes d'alimentation chronique.

Les néo urbains tirant leurs revenus des activités non agricoles subissent moins le contre coup de la cherté des denrées alimentaires et autres produits de première nécessité. Cette situation est loin d'être le cas des populations autochtones. Privées d'espaces de production agricole et ne disposant pas d'autres sources de revenus, celles-ci sont victimes « d'une crise alimentaire urbaine ». L'analyse de la vulnérabilité des habitants face à l'accès aux aliments dans la commune d'Agoènyivérévèle une résilience des femmes par rapport aux hommes (Tableau n°4).

Tableau n°4 : Situation alimentaire des enquêtés suivant leur sexe

N°	Pas de problème d'alimentation (au moins trois repas par jour)		Problème d'alimentation sévère (un à deux repas par jour)		Problème d'alimentation chronique (moins de un repas par jour)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Eff.	11	1	31	9	13	4
%	93	7	80	20	76	24

Source : KONLANI N., 2020, d'après les travaux de terrain

Les données du tableau n°4 montrent que les femmes sont plus résilientes que les hommes. En effet, 80% et 76% des hommes connaissent une situation alimentaire simulable à l'insécurité alimentaire aigüe contre 20% et 24% des femmes. L'insécurité alimentaire aigüe se produit lorsque qu'une personne se trouve dans l'incapacité à combler ses besoins alimentaires et quand la sévérité de la situation menace sa vie ou ses moyens d'existence (FAO, 2008). Les difficultés alimentaires ne sont pas d'ailleurs les seuls défis quotidiens de ces ménages. A la question d'accès à la nourriture, s'ajoute le problème de logement.

2.2.2. *Se loger : la croix et la bannière pour les autochtones et les migrants dans la commune d'Agoènyivé 1*

Les anciens espaces agricoles des communautés villageoises ainsi que leurs habitations ont fait l'objet des opérations de lotissement et revente. Du coup, de nouveaux arrivants ont occupé ce qui était le cadre de vie et de travail des populations autochtones. L'épuisement de leurs terres ancestrales et la mutation de leur espace en un espace urbain génère des problèmes de logement. La perte de la propriété foncière par suite des ventes a amené 75% des autochtones dans une crise de logement. L'émiettement continu des parcelles de terrain et des cours des maisons ont conduit à des constructions souvent minuscules (chambre d'une dimension de 3m²). Dans bien des concessions avec des espaces très réduits vivent et se côtoient en moyenne quinze personnes par ménage. Il s'y produit dès lors une promiscuité indescriptible qui ne préserve pas la dignité humaine. A Houmbi, nous avons enregistré des situations qui frisent le drame social. Une famille de 17 membres se partageant un espace de 15m². A Cacaveli dans le village Kpatéfi, la situation est similaire aux autres sites villageois. Les densités de populations dépassent 10 personnes au m².

A la promiscuité s'ajoute le cadre du bâti souvent inadéquat. Les matériaux de constructions sont précaires et résistent peu aux intempéries (Photo n°1). Les sites villageois souvent mal assainis sont entourés ou occupés par les eaux de ruissellement et connaissent une insalubrité sévère.

Photo n°1 : Habitation précaire à Nyivémé au cœur de la commune



Source : KONLANI N., 2020

La planche photographique n°1 indique quelques logements des familles démunies vivant dans la commune d'Agoènyivé 1. Les matériaux de construction utilisés sont précaires. Les baraquements sont érigés sur des bouts de terre appartenant à leur famille. Ils font office de maison et hébergent plusieurs ménages descendants des

autochtones. Dans ces deux logements pris en photo, l'on y recense sept ménages comptant chacun plus de cinq membres. L'absence d'espace rend impossible la réalisation des ouvrages d'assainissement, notamment les latrines publiques et privées, les puisards d'évacuation des eaux de ménage et de pluie. Selon les enquêtes, les 7 sites villageois concentrent 27% de la population totale de la commune d'Agoènyivé 1. Ils connaissent des conditions d'insalubrité totale (Photo n°2). Le taux d'assainissement de la commune est estimé 34% (N. Konlani, 2015). Ce taux est inférieur à 5% dans les principaux sites villageois abritant à 90% les descendants des populations autochtones et les migrants.

Photo n°2 : Insalubrité dans les secteurs de la commune occupés par les autochtones



Source : KONLANI N. 2020

Il ressort aussi que toutes les familles autochtones vivant dans les sept localités originelles d'Agoènyivé ont perdu totalement le contrôle de leur cadre de vie et doivent inventer de nouvelles stratégies d'insertion urbaine durable.

2.3. Stratégie d'insertion urbaine basée sur le petit commerce, l'artisanat, l'informel et l'aide de la communauté

Face aux difficultés existentielles, les habitants vulnérables de la commune d'Agoènyivé 1 inventent des stratégies d'insertion urbaine reposant essentiellement sur le petit commerce, la pratique d'agriculture urbaine et l'aide sociale.

2.3.1. Petit commerce et artisanat

L'augmentation du nombre d'habitants de la commune est une opportunité pour le développement du petit commerce d'aliments et autres produits de base. Pendant que les hommes ont misé sur l'artisanat pour réussir leur insertion urbaine, les femmes développent le petit commerce et la pratique de l'agriculture urbaine. Le commerce repose essentiellement sur la vente des légumes, des céréales et la distribution en gros et en détail des produits d'alimentation. L'étude révèle que les ménages autochtones ne sont pas les plus représentés dans le petit commerce. Ils représentent 39% des commerçants informels travaillant dans l'environnement

d'étude. Cette activité constitue la principale source de revenus des femmes des ménages autochtones (Photo n°2 a, b).

Photo n°3a : Etalage de vente d'orange **Photo n°3b : Etalage de vente de légume**



Source : KONLANI N, 2020

Grâce aux revenus tirés du petit commerce, les femmes recourent aux micros finances pour des petits crédits contre dépôt d'un minimum de garantie. Par ailleurs, elles créent des associations d'aide et de coopérative à l'intérieur desquelles elles organisent des tontines.

Les hommes travaillent plus dans l'artisanat et la conduite de taxi moto. Ils connaissent une situation beaucoup plus difficile. Au début de l'urbanisation de la zone dans les années 1990, les maçons, les menuisiers, les soudeurs ferrailleurs, les électriciens bâtiments et autres artisans étaient tous des descendants des autochtones. Plusieurs chefs de famille avaient investi dans la formation de leurs enfants dans ces différents métiers. Très sollicités au départ, ils seront très vite concurrencés avec l'arrivée sur le marché des artisans mieux formés, diplômés des écoles et centres de formation technique. La perte des marchés de construction va progressivement appauvrir cette couche de la population.

L'émigration vers le Bénin et le Nigéria pour certains et vers le Ghana et le Gabon pour d'autres va être la solution envisagée pour échapper à la pauvreté de la ville. Les hommes et les femmes restés sont d'année en année exclus de leur milieu et constituent les plus touchés par la vulnérabilité urbaine. La pauvreté touche dans cet environnement plus d'hommes que de femmes. Incapables de pratiquer l'artisanat et ne disposant pas de parcelles de terres pour cultiver, les hommes sont plus lésés. Les femmes par contre multiplient des stratégies non seulement pour s'émanciper mais pour soutenir leur ménage. Une des stratégies a été le mariage des jeunes filles d'Agoènyivé aux allochtones, nouveaux acquéreurs des terres de leurs ancêtres.

Face à la vulnérabilité créée par la disparition des terres de culture, les organisations d'aide et de solidarité communautaire constituent les seuls soutiens des populations démunies de la commune.

2.3.2. Action des organisations d'aide et de solidarité communautaire

L'étude a permis de recenser deux principales structures intervenant en faveur de la lutte contre la pauvreté des plus démunis : les structures familiales d'aide et les églises. Les familles mettent en place des associations tribales dont l'objectif principal est de venir en aide à un membre de la famille en cas de maladie grave ou de décès. Les résultats des entretiens révèlent que le décès mobilise plus les membres de la famille que toute autre raison. Du coup, les membres se réunissent une fois par mois et se cotisent pour prendre en charge les dépenses liées au décès d'un membre. Il a été dénombré une quinzaine d'associations familiales et d'entraide dans la commune. Les associations les plus organisées représentent 34% de leurs nombres et ont des avoirs en banque estimés à plus de 5 millions de francs CFA. Ces initiatives communautaires permettent de venir en aide aux plus démunis des familles. Les témoignages rendent compte que les malversations paralysent les ambitions de ces associations. Les interventions individuelles et les églises semblent être les soutiens objectifs à cette couche de la population.

Les églises, notamment catholiques, protestantes ou de réveil, disposent d'une structure d'aide sociale pour leurs fidèles. Les recherches ont montré qu'elles interviennent dans le soutien des ménages vulnérables. Une fois par mois, l'église catholique d'Agoènyivé distribue de la nourriture aux personnes démunies recensées par la paroisse. Ces bénéficiaires dont 90% sont des natifs d'Agoènyivé, sont constitués des personnes âgées, des veuves et des orphelins. Les jeunes bénéficient du soutien scolaire grâce à l'achat des fournitures scolaires et au règlement des frais de scolarité. Au niveau de l'église évangélique presbytérienne, les fidèles ont mis en place une association d'aide et de solidarité. Grâce à cette association coopérative, les membres, selon le degré de participation, bénéficient de l'aide en cas de problèmes de santé ou de décès du fidèle ou d'un membre de sa famille.

L'église des Assemblées du Togo, quant à elle, a créé une mutuelle d'épargne et de crédit dans tout le pays. Une agence est ouverte dans la commune d'Agoènyivé 1 et mobilise l'épargne de ses fidèles. Les épargnants qui étaient au départ uniquement des fidèles de cette église, sont aujourd'hui étendus à tous les autres membres de la communauté. L'administration et les valeurs de cette mutuelle sont néanmoins influencées par les règlements de l'église des Assemblées du Togo. Les différents soutiens de ces organisations d'aide et de solidarité, permettent de venir en aide aux plus nécessiteux vivant dans la zone étudiée.

3. Discussion

Les grandes villes souffrent du déséquilibre entre le rythme de la croissance urbaine et les possibilités de fourniture des services de base. C'est ce qui est à l'origine de la crise urbaine qui se manifeste par un certain nombre de faits: insuffisance et cherté des logements, transports de plus en plus pénibles, des équipements insuffisants incapables de répondre aux besoins croissants de la population, dégradation de l'environnement et pollution avec un air irrespirable, autant de facteurs qui favorisent les maladies et rendent la vie urbaine de plus en plus pénible. Les travaux de B. DANSOU (2005, p.28) sur les villes africaines illustrent les graves crises marquées par le problème de l'emploi, de logement et de sécurité.

La pauvreté, le chômage et le sous-emploi constituent les principaux problèmes que vivent les urbains. Cette précarité est plus prononcée chez certains d'entre eux qui ont de très faibles revenus. Les populations autochtones et les migrants de fraîche date constituent l'essentiel des victimes comme le montre P. Antoine *et al.*(1987, p.46). Les travaux de C. Aschan-Leygonie et S. Baudet-Michel, (2009, p.63) confortent cette position lorsqu'ils étudient les risques, la vulnérabilité et la résilience en milieu urbain dans les pays d'Afrique au sud du Sahara.

B. B. Ghali (1996, p.3), ancien Secrétaire générale de l'ONU soutenant la précarité du logement en milieu urbain affirme que 90 % des Africains vivent dans des logements informels, où les conditions de vie sont souvent inférieures à la norme et dont les services de base comme l'eau, l'électricité et l'assainissement sont absents. Une situation presque identique à celle vécue par les populations des sites villageois de la commune d'Agoènyivé 1. L'exode des masses vers les villes conduit à une aggravation de la pauvreté humaine en particulier parmi les femmes et les enfants débouchant à la rareté des logements et des services de base, au chômage, au sous-emploi, aux tensions ethniques, à la violence et à l'abus de la drogue et de la criminalité. L'exode urbain appelé rurbanisation fragilise aussi les potentialités foncières des populations périurbaines. Privées des terres, ces populations ont souvent du mal à s'insérer dans l'économie urbaine. C'est ce que montrent A. Della Ella, (2010, p.121) en Côte d'Ivoire et DIAZ OLVERA L.*et al.*(2002, p.150) à Niamey, au Niger dans leurs études portant sur l'étalement urbain et la pauvreté dans la ville en Afrique subsaharienne.

Conclusion

L'analyse spatiale de la commune d'Agoènyivé 1 révèle les effets négatifs de l'extension urbaine de Lomé sur les terroirs ruraux. La disparition des espaces agricoles et leur remplacement par le bâti crée des préjudices graves aux communautés autochtones. Celles-ci éprouvent de sérieuses difficultés d'insertion urbaine. La dégradation continue de leur cadre de vie et l'entassement humain sur les portions congrues de terrain rendent la précarité poignante. L'absence d'un

accompagnement étatique de cette communauté très vulnérable amène des personnes charitables à accompagner les démunis ne serait-ce que leur assurer une sépulture en cas de décès. La situation vécue dans les différents sites villageois de la commune doit interpeller les autorités publiques communales et autres acteurs de la société civile à des réflexions profondes tendant à la promotion d'un cadre de vie assaini dans ces milieux.

Références bibliographiques

ANTOINE Philippe, DUBRESSON Alain, MANOU-SAVINA Annie, 1987, *Abidjan "côte" cours*, Karthala-ORSTOM, Paris, 276 p.

ASCHAN-LEYGONIE Christian et BAUDET-MICHEL Sophie, 2009, « Risque, vulnérabilité et résilience : comment les définir dans le cadre d'une étude géographique sur la santé et la pollution atmosphérique en milieu urbain ? » in Peltier A et Becerra S. (eds), *Vulnérabilités sociétales, risques et environnement*, L'Harmattan, p.60-68.

BLANC Bemadette, DANSEREAU Francine, 1995. « La diversité des stratégies résidentielles et professionnelles des familles démunies : un défi pour les politiques d'intervention dans les quartiers sous-intégrés », in : Mario POLBSE et Jeanne WOLFE (éds.), *L'urbanisation des pays en développement*, Paris, Economica, p.133-150.

BOCQUIER Philippe, 1992, *L'insertion et la mobilité professionnelle à Dakar*, (Thèse de doctorat en démographie), Université René Descartes, (Paris V), Paris, 375p.

BOUTROS-GHALI Boutros, 1996 :« Discours de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) », *Le développement durable des villes passe par l'élimination du visage urbain de la pauvreté*, Istanbul, p3

COSIO-ZAVALA Maria Eugenia et LOPEZ GARERI Valeria, 2004, « Chapitre 5. Concentration urbaine et transition démographique », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 47, mis en ligne le 14 août 2017, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/7764> ; DOI : 10.4000/cal.7764

DANSOU Blandine, 2005, *Croissance démographique et demande de logements en milieu urbain: cas de la ville de Cotonou*, Université d'Abomey Calvi au Bénin - DESS Population et dynamiques urbaines, pp.23-45

DAUVERGNE Sarah, 2011, *Les espaces urbains et péri-urbains à usage agricole dans les villes d'Afrique subsaharienne (Yaoundé et Accra) : une approche de l'intermédiarité en géographie*, Thèse de doctorat, Département de Géographie, Ecole normale supérieure de Lyon - ENS LYON, p. 45-187.

DELLA Ella, 2010, « gouvernance de l'espace et risque urbains en Afrique Subsaharienne : Cas de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) » In *Contrainte spatiale dans les mégalopoles africaines et risques naturels*, Kartala, Paris, 226 p.

DIAZ OLVERA Lourdes, PLAT Didier, POCHET Pascal, 2020, « Etalement urbain, situations de pauvreté et accès à la ville en Afrique subsaharienne. L'exemple de Niamey » in BUSSIERE MADRE Jean-Loup Yves, (Eds.). *Démographie et transport : villes du Nord et villes du Sud*, L'Harmattan, p.147-175

FAO, 2008, « Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire », in *Sécurité alimentaire: l'information pour l'action, Guides pratiques*, pp.11-13

GERVAIS-LAMBONY Philippe, NYASSOGBO Gabriel Kwami, 2007, *Lomé, dynamique d'une ville africaine*, Paris, éditions Karthala, 326p.

INSEED, 2016, *Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-Être 2015*, p.43-73.

JACOT Martine, 1999, « Les défis de l'urbanisation dans les pays du Sud », in *Le Courrier de l'UNESCO*, n°52,6, p.18-19

KONLANI Nayondjoa, 2015, « La périurbanisation et l'offre de services publics de base : état des lieux dans les zones périurbaines de Lomé », In : ANYASA, *Revue des Lettres et Sciences Humaines du Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés*, Université de Lomé, N°3, Lomé, p.133-145.

KONLANI Nayondjoa, 2010, *Les mutations de l'espace rural au nord du périmètre urbain de Lomé*, Thèse de doctorat de Géographie humaine, Université de Lomé, Lomé, 402p.

KONLANI Nayondjoa, (2005) : *Les mutations foncières et les effets socio-économiques et environnementaux induits par la rurbanisation à Sanguéra*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Lomé, 137p.